

[Accueil](#) / [Actualités](#) / [Agriculture](#) / En Europe, les agriculteurs s'invitent sur la scène politique et font pression sur les gouvernements

En Europe, les agriculteurs s'invitent sur la scène politique et font pression sur les gouvernements

Par : Angelo di Mambro | Euractiv.com | traduit par Claire Lemaire

10 janv. 2024



Alors que la colère des agriculteurs peut émaner de politiques nationales, elle peut également provenir de mesures prises à Bruxelles. [SHUTTERSTOCK/Jakob Berg]

Un vent de protestation souffle parmi les agriculteurs d'Europe, qui descendent dans les rues de France, de Pologne ou encore d'Allemagne. Les gouvernements nationaux craignent que cette colère grandissante ne fasse l'objet d'une récupération politique de la part de l'extrême droite, alors que les élections européennes se profilent à l'horizon.

En novembre dernier, des agriculteurs français ont bloqué les routes et retourné des panneaux à l'entrée des villes. Leur slogan, «*On marche sur la tête!*», pointait du doigt les politiques agricoles nationales, mais également européennes.

Les causes de cette colère : l'augmentation des taxes sur les produits phytosanitaires et l'irrigation, la fin de l'exonération fiscale sur le gazole des tracteurs et l'impact potentiel des accords de libre-échange de l'Union européenne sur leurs activités.

Ce n'était là que le début d'une vague de mobilisation touchant plusieurs États membres de l'UE, avec des raisons qui diffèrent bien entendu d'un pays à l'autre selon le contexte national. Alors

que la colère peut émaner de politiques nationales, elle peut également provenir de mesures prises à Bruxelles.

En Pologne par exemple, les agriculteurs avaient instauré un blocus d'un important poste-frontière avec l'Ukraine pour protester contre les afflux massifs de produits ukrainiens bon marché sur le territoire polonais qui font dégringoler les prix.

Pour rappel, suite à l'invasion russe de l'Ukraine, l'UE avait décidé de mettre en place des « couloirs de solidarité » afin d'assurer les exportations de produits agricoles ukrainiens. Des produits qui ont ensuite inondé les marchés des pays voisins de l'Ukraine, notamment celui de la Pologne, et ont fait chuter les prix et donc pénalisé les agriculteurs locaux.

Soutenus par le Parti paysan polonais (PSL, Parti populaire européen), un parti agrarien de centre droit, les manifestants polonais ont alors fait pression sur le nouveau gouvernement dirigé par Donald Tusk pour qu'il mette en place des garanties de soutien aux agriculteurs.

Le blocus est maintenant suspendu *« parce que le ministre [polonais] de l'Agriculture a accepté les demandes [des manifestants] »*, a indiqué à Euractiv Jacek Zarzeski, de la Fédération de l'Union des producteurs agricoles en Pologne.

Cependant, la colère est toujours bien présente, principalement en raison de l'ouverture même du marché aux produits ukrainiens. *« Les agriculteurs s'y opposent et attendent des mesures de protection de la part de la Commission européenne pour les protéger d'un afflux illimité de produits ukrainiens »*, a expliqué M. Zarzeski.

Le foyer de protestation le plus récent est l'Allemagne, où le gouvernement a proposé de réduire les exonérations de taxes sur les carburants et les véhicules qui étaient accordées au secteur.

« Le 18 décembre, la première grande manifestation a eu lieu à Berlin, une autre a suivi le 8 janvier et un troisième grand rassemblement aura lieu le 15 janvier », a déclaré Stefan Meitinger, de l'association des agriculteurs allemands DBV.

Berlin a proposé de ralentir la suppression progressive des exonérations fiscales pour le secteur, une pratique courante dans de nombreux pays de l'UE. Cela n'a néanmoins pas suffi à apaiser les tensions.

Récupération politique

M. Meitinger soutient que la demande des agriculteurs de l'UE est *« claire »* : ils veulent le « statu quo », et ce *« notamment parce que des taxes plus élevées sur le diesel »* constituent un désavantage par rapport aux « concurrents » du reste de l'Europe, qui peuvent quant à eux *« continuer à travailler avec des taux d'imposition nettement inférieurs à ceux des agriculteurs [de l'UE] »*.

Partout en Europe, les partis d'extrême droite se joignent aux mouvements de protestation, ce qui semble ne pas plaire aux agriculteurs.

Du côté allemand, Stefan Meitinger a tenu à préciser qu'il *« s'agit d'une manifestation démocratique »*, et que les agriculteurs ne veulent pas que celle-ci *« soit détournée par des groupes d'extrême droite et par la violence »*.

Selon Christiane Lambert, présidente du COPA-COGECA, principal syndicat agricole européen, *« en Allemagne, les taxes sur les carburants sont la goutte d'eau qui fait déborder le vase »*.

« Pendant des années, les agriculteurs européens se sont sentis peu considérés et maintenant ils sont sous pression à cause d'une transition accélérée », a expliqué Mme Lambert, blâmant l'ancien vice-président de la Commission européenne chargé du Pacte vert (Green Deal), Frans

Timmermans, et «*la méthode Timmermans*». Il aurait selon elle fixé «*des objectifs inatteignables, dans un contexte économique rendu difficile par l'inflation et l'augmentation des importations*».

«*Il est assez surprenant qu'il n'y ait pas eu de prise de conscience car nous avons remis les agriculteurs à l'ordre du jour. Il y a une pression particulière sur l'agriculture et le secteur joue toujours un rôle important dans la politique de nombreux États membres*», a commenté Fabian Zuleeg, directeur du groupe de réflexion European Policy Centre.

«*Les populistes n'ont pas plus de réponses [que les autres partis], mais ils profiteront de la situation lors des élections européennes*» de juin prochain, a-t-il averti.

Ainsi, ces partis pourraient capitaliser sur la frustration des agriculteurs à l'égard des politiques gouvernementales nationales ainsi que des mesures formulées à Bruxelles et utiliser leurs revendications afin de gagner des voix.